

# **Exposé fête du NPA 75 : « crise de la dette, crise de l'euro »**

## **Qu'est-ce que la dette publique ?**

La dette publique est un instrument pour exproprier les masses de la richesse qu'elles produisent. La dette, c'est du capital fictif, un droit de « pomper » la richesse future qui sera produite par les travailleurs. Ce ne sont pas les générations présentes qui s'endettent au détriment des générations futures (en vivant au dessus de ses moyens) ; c'est un mécanisme pour transférer de la richesse, de la société dans son ensemble, vers sa partie la plus riche.

C'est pourquoi nous combattons le mécanisme même de la dette publique, de la même façon que nous combattons le mécanisme de l'exploitation (extorsion de la plus-value sur le lieu de travail).

Le fait que cette dette soit le produit d'une fiscalité qui est devenu de plus en plus injuste, qu'elle ait servie à financer des cadeaux au patronat (subventions) ou des expéditions militaires la rend encore plus abjecte et odieuse.

## **Comment expliquer l'augmentation de la dette publique ?**

- Ralentissement de la croissance depuis les années 1970, et donc impact négatif sur les recettes et positif sur les dépenses (sociales). Pourquoi un tel ralentissement de la croissance ? En raison de la crise de suraccumulation de capital liée à la baisse tendancielle du taux de profit (trop peu de plus-value est produite par rapport à la masse de capital investi : la masse des profits augmente mais le taux de profit baisse)
- Baisse des impôts sur les riches (taux maximum de l'impôt sur le revenu est passé de 65% à 41% + niches) et le capital (impôts sur les sociétés est passé de 50% à 33% + niches) : non pas un « choix politique » mais une réponse à la crise de suraccumulation. Tous les gouvernements (gauche et droite) ont mené les mêmes politiques à partir du début des années 1980.
- Financement de la dette exclusivement sur les marchés financiers depuis 1973, ce qui a accru les montants d'intérêts payés par les États.
- Depuis 2007, plans de sauvetage des États pour venir en aide aux capitalistes (notamment les banques)

## **Pourquoi l'Union monétaire ?**

L'Union monétaire : un cadre imposé par et pour les bourgeoisies les plus puissantes de l'Union européenne :

- En figeant les parités des monnaies, elle a empêché les pays les plus faibles de rester compétitifs grâce aux dévaluations. D'où les excédents commerciaux croissants de l'Allemagne, et les déficits croissants de l'Europe du Sud, d'où l'augmentation de la dette externe de ces pays, ainsi que leur désindustrialisation
- Ces déséquilibres ont été accrus par la divergence des « coûts salariaux unitaires » (salaires rapportés à la productivité du travail) entre l'Europe du nord et l'Europe du sud

Dans le cadre de la monnaie unique, et en l'absence de tout mécanisme de transfert, la seule variable d'ajustement (sauf à accumuler les déséquilibres de façon temporaire) est l'abaissement drastique du niveau de vie des masses : il faut faire baisser la consommation et donc les importations pour tendre vers l'équilibre externe. C'est pourquoi le dispositif de l'Union monétaire est tout sauf « neutre » : c'est conjointement une arme de la bourgeoisie dans la guerre qu'elle mène contre le prolétariat d'Europe et un instrument pour servir les intérêts des bourgeoisies les plus puissantes au détriment des plus faibles.

Les bourgeoisies les plus puissantes ont intérêt au maintien de l'euro et les bourgeoisies les plus faibles ont également intérêt (leur dette exploserait si elles sortaient de l'euro, et elles ont besoin de l'UE pour matraquer les travailleurs)

## **Les plans d'austérité : la réponse unique des bourgeoisies européennes à la crise**

Sommets européens : bricolages à court terme qui visent à faire le maximum pour que la dette publique continue à être remboursée. D'où les plans d'austérité + nouveaux prêts des pays les plus riches aux pays les plus pauvres (qui ne peuvent plus emprunter sur les marchés). Cela ne permet pas de relancer l'accumulation du capital, qui nécessiterait d'en passer par une importante dévalorisation du capital (faillites en cascade ou guerre)

Les gouvernements bourgeois à l'offensive : Grèce (chantage : une baisse du salaire minimum contre l'octroi de nouveaux prêts) ; Portugal (accord avec la bureaucratie syndicale pour supprimer des jours de congé, diminué les indemnités de licenciement, les indemnités aux chômeurs) ; Italie (libéralisation du marché du travail en attendant la casse du code du travail) ; France (plans d'austérité de cet été et novembre, TVA sociale, négociations par entreprise sur la durée du travail).

C'est la lutte de classe qui décidera de la façon dont la crise se dénouera. Scénarios possibles :

- Accentuation des plans d'austérité et écrasement du prolétariat permettent le remboursement de la plus grande partie des dettes publiques (poursuite de la stagnation économique et reculs sociaux), avec un statut quo institutionnel ou un renforcement de l'intégration européenne
- Défauts de paiement importants dans le cadre capitaliste et très grande récession
- Issue révolutionnaire (cf. ci après)

### **Inscrire l'annulation de la dette dans une logique transitoire : Pour un gouvernement des travailleurs !**

L'annulation d'une grande partie des dettes publiques, dans le cadre du capitalisme, aurait des conséquences catastrophiques : faillite de banques, credit crunch, chute de la production. L'annulation de la dette ferait donc plonger la production et le niveau de vie des masses si on reste dans ce système.

C'est pourquoi les réformistes ne mettent pas en avant le mot d'ordre d'annulation de la dette : ils préfèrent faire croire, de façon erronée, qu'on pourrait rembourser la dette, sans pressurer les travailleurs, grâce à une politique de relance keynésienne. Critique des politiques de relance du type « Mitterrand » en 1981.

Il faut aussi combattre ceux (FN) qui proposent de sortir de l'euro sans sortir du capitalisme, en attaquant les immigrés et en divisant la classe ouvrière : c'est un programme antisocial et une impasse (hausse des prix des biens importés, renchérissement du coût de la dette, rachat des entreprises par le capital étranger, etc.)

En revanche, dans le cadre d'un système où on produirait en fonction des besoins (et pas des profits), on pourrait à la fois annuler la dette, et relancer la production, sous le contrôle des travailleurs, pour satisfaire les besoins. Les moyens de production et les forces de travail existent, et il « suffit » juste d'en finir avec ce système absurde qui empêche que ces forces soient mis au service des besoins de la population.

D'où la nécessité d'un gouvernement des travailleurs qui :

- exproprierait les banques (monopole public du crédit) et les grands groupes capitalistes, et ferait redémarrer la production sous contrôle des travailleurs
- romprait avec l'UE capitaliste et les marchés capitalistes, démantèlerait les institutions actuelles, et œuvrerait à la construction d'une Europe socialiste des travailleurs

Dans l'immédiat, nécessité d'une politique de front unique contre les attaques : c'est ce qu'a proposé le NPA en novembre (pas de réponse du Front de gauche qui ne compte que sur les élections). Contre la politique des directions syndicales qui canalisent avec les journées d'action, pour l'auto-organisation dans la perspective de la grève générale qui seule peut stopper les attaques de la bourgeoisie.

**Gaston Lefranc**